

# Situation financière des TPE franciliennes

Dans le cadre de leur mission, l'Observatoire consulaire des entreprises en difficultés (OCED) et le Centre régional d'observation du commerce, de l'industrie et des services (CROCIS) ont conjointement mis en place un outil d'alerte sectorielle dédié aux TPE franciliennes afin de détecter, chaque année, les secteurs d'activité menacés au vu de leurs performances économiques et de la situation financière des entreprises qui les composent.

L'objectif du dispositif est d'alerter les professionnels et les entreprises, spécifiquement dans le ressort de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Ce dispositif d'alerte, mis en œuvre pour la quatrième année, a permis de faire apparaître, à partir des critères de détection utilisés, des zones de fragilité pour les secteurs du commerce de voitures et de véhicules automobiles légers - code NAF 45.11Z - de l'entretien et réparation de véhicules automobiles légers - code NAF 45.20A - ainsi que du commerce et réparation de motocycles - code NAF 45.40Z - pour les TPE installées en Ile-de-France.

Cette situation s'explique en grande partie par le fait que ces trois secteurs ont été confrontés de manière brutale à la crise économique dès le dernier trimestre 2008, même si les effets de celle-ci ne sont pas encore totalement perceptibles dans les données financières de 2008.

## Des secteurs de moins en moins employeurs.

Élément caractéristique important : les TPE des trois secteurs d'activité pour lesquels l'analyse a mis à jour des fragilités connaissent depuis plusieurs années une baisse continue de l'effectif salarié. Alors même que leur nombre a augmenté entre 2000 et 2009 (+ 6,4 %,

## Automobile : Des activités fragiles frappées par la crise

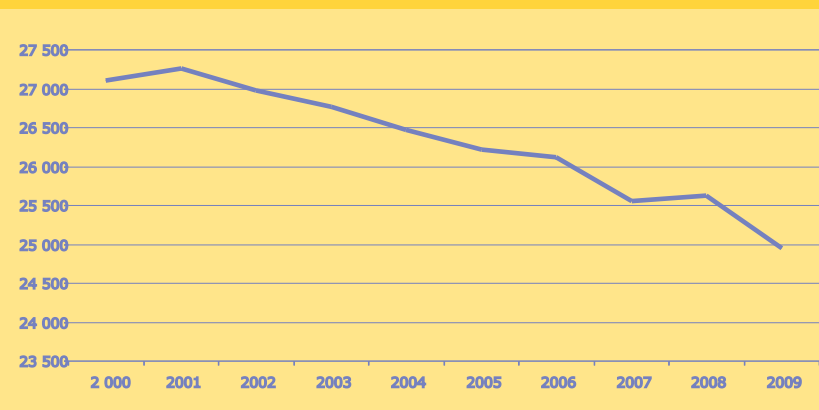
passant de 9 630 à 10 240 entreprises), l'emploi salarié connaît sur la même période une baisse importante (- 7,9 %, soit une perte de 2 150 emplois dont 680 durant la seule année 2008, année d'apparition de la crise). Ce phénomène s'explique à la fois par l'augmentation du nombre des établissements n'occupant aucun salarié (+ 63,1 % sur la période 2000-2009) et la diminution du nombre d'établissements employant de 1 à 19 personnes (- 16,3%).

Parmi les trois secteurs d'activité, c'est le commerce de voitures et de véhicules automobiles légers qui

connaît le recul le plus important des effectifs salariés. Si le nombre de TPE apparaît stable (+ 0,1 % sur la période 2000-2009), la proportion des entreprises n'employant pas de salarié est passée de 30,6 % en 2000 à 50,7 % en 2009, ce qui implique une diminution de 3 370 emplois (soit une baisse de 23,7 %) sur la même période.

Pour les deux autres secteurs, le déclin en termes d'effectif salarié est également présent même si son ampleur est moindre : la proportion des entreprises sans salarié passe de 26,1 % à 37,4 % pour l'entretien et la réparation de véhicules automobiles légers et de 28,4 % à 37,7 % pour le commerce et la réparation de motocycles.

**EFFECTIF SALARIE DES TPE DU COMMERCE DE VOITURES ET DE VEHICULES AUTOMOBILES LEGERS, DE L'ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES AUTOMOBILES LEGERS, DU COMMERCE ET REPARATION DE MOTOCYCLES**



Sources : Pôle emploi services.

Secteurs d'activité	Effectif salarié des établissements de moins de 20 salariés	Effectif salarié total	Nombre de salariés moyen dans les établissements de moins de 20 salariés	Part des salariés des établissements de moins de 20 salariés
45.11Z - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	10 867	32 416	5,3	83,6 %
45.20A - Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	11 777	14 720	4,6	97,5 %
45.40Z - Commerce et réparation de motocycles	2 305	2 625	4,5	98,7 %
<b>Toutes activités Ile-de-France</b>	<b>1 281 709</b>	<b>4 089 893</b>	<b>4,0</b>	<b>31,3 %</b>

Sources : INSEE Sirene 2008, Pôle emploi services 2008.

### Des charges importantes et une trésorerie faible

A cette tendance de long terme, l'analyse des bilans pour l'année 2008 révèle quelques zones de fragilité :

**Un poids important des charges d'exploitation** : celles-ci s'établissent à près de 4,5 fois la valeur ajoutée pour le commerce de voitures et de véhicules automobiles légers et à 5 fois la valeur ajoutée pour le commerce et la

réparation de motocycles.

**Un faible poids de la trésorerie nette**, sauf en ce qui concerne l'entretien et la réparation de véhicules automobiles légers : cet élément signifie que dans les entreprises concernées, les ressources immédiates disponibles peuvent se révéler insuffisantes, constituant ainsi un handicap en période de difficultés économiques.

**Un ratio de liquidité réduite inférieur à l'unité** - 0,6 - pour le commerce et la réparation de

motocycles.

**Un poids des dettes totales élevé** : elles représentent entre 45 % et 67 % des capitaux propres. Conjugué à une faiblesse de la trésorerie, cet élément peut amener à une situation de cessation des paiements.

**Un résultat courant modéré** : 7 400 euros pour l'entretien et la réparation de véhicules automobiles légers et 9 200 euros pour le commerce de voitures et de véhicules automobiles légers.

## TAUX D'ACCROISSEMENT DU NOMBRE DE SOCIÉTÉS

Secteurs d'activité	Nombre d'établissements	Part des établissements de 0 salarié	Part des établissements de moins de 20 salariés
45.11Z - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	5 564	45,6 %	62,3 %
45.20A - Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	4 568	31,2 %	57,4 %
45.40Z - Commerce et réparation de motocycles	929	36,5 %	60,1 %
<b>Toutes activités Ile-de-France</b>	<b>962 339</b>	<b>52,5 %</b>	<b>72,4 %</b>

Source : INSEE Sirene 2008.

Mais les bilans des TPE de ces 3 secteurs montrent aussi des éléments positifs :

**Un fonds de roulement net conséquent** : il est de 83 900 euros pour le commerce et la réparation de motocycles et de 71 900 euros pour le commerce de voitures et de véhicules automobiles légers ;

**Un excédent brut d'exploitation (EBE) élevé** en raison de la taille des entreprises : il varie de 15 500 euros à 18 400 euros.

Les éléments réunis ici suggèrent quelques zones de faiblesse pour les

TPE de ces trois secteurs, notamment en l'absence d'une trésorerie suffisante pour amortir les chocs liés à la crise économique. En effet, confrontées à une liquidité insuffisante à terme, ces entreprises pourraient se trouver à devoir gérer des problèmes de solvabilité. Cette situation est d'autant plus préoccupante que la contraction de la demande pour les véhicules automobiles est toujours présente et que les perspectives pour l'année 2011 ne sont guère favorables en raison de la disparition programmée de la prime "à la casse".

Avec l'entrée dans la crise économique à l'automne 2008, les consommateurs ont effectué des arbitrages défavorables pour le secteur automobile en choisissant de reporter ou d'annuler leurs projets d'achat de véhicules automobiles. Ainsi les commerces de voitures et de véhicules automobiles légers ont connu une forte baisse de leur chiffre d'affaire en 2008 (-17,6 % par rapport à 2007) ; cette chute étant essentiellement concentrée sur le dernier trimestre de l'année.

## TAUX D'ACCROISSEMENT DU NOMBRE DE SOCIÉTÉS

Secteurs d'activité	Nombre de sociétés		Taux d'accroissement annuel moyen entre 2001 et 2009
	au 1 <sup>er</sup> janvier 2001	au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	
45.11Z - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	5 464	5 564	0,2 %
45.20A - Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	4 177	4 568	1,1 %
45.40Z - Commerce et réparation de motocycles	733	929	3,0 %
<b>Toutes activités Ile-de-France</b>	<b>784 911</b>	<b>1 033 726</b>	<b>3,5 %</b>

Source : INSEE Sirene.

## VALEUR MEDIANE DES INDICATEURS FINANCIERS UTILISES POUR L'ANALYSE

Indicateurs financiers*	Secteur 45.11Z	Secteur 45.20A	Secteur 45.40Z
Ratio de liquidité réduite	1,0	1,1	0,6
Total des charges d'exploitation / Valeur ajoutée	4,43	2,67	5,04
Charges sociales / Valeur ajoutée	0,213	0,222	0,202
Fonds de roulement net global **	71,9	22,2	83,9
Fonds de roulement net global / Total du bilan	0,269	0,121	0,284
Trésorerie nette ***	23,9	21,8	18,2
Trésorerie nette / Total du bilan	0,09	0,12	0,06
Charges financières / EBE	0,013	0,017	0,025
Dettes à long terme / Capitaux propres	0	0	0
Excédent brut d'exploitation (EBE) **	15,5	15,8	18,4
Résultat courant **	9,2	7,4	11,7
Dettes totales / Capitaux propres	0,5	0,45	0,67
Capacité de remboursement ***	0,305	0,46	0,645

\* Établis à partir des comptes de l'exercice 2008, dernière année disponible pour le plus grand nombre d'entreprises.

\*\* Valeurs exprimées en milliers d'euros.

\*\*\* Ce ratio est égal au rapport de l'endettement net sur l'EBE, il est exprimé en nombre d'années.

Sources : OCED - CROCIS, Exploitation de la base de données DIANE.

### De faibles taux d'accroissement du nombre des entreprises

Au-delà de l'analyse des éléments financiers, les données relatives à la démographie des entreprises (créations et disparitions) permettent d'apporter un éclairage complémentaire. Ainsi, pour le **commerce de voitures et de véhicules automobiles légers** le taux de création (8,5 %) est supérieur de

deux points au taux de fermeture des entreprises (6,3 %). Dans ces conditions, on assiste à un renouvellement du tissu des entreprises ainsi qu'un accroissement net du nombre d'entités. Sur une plus longue période, le nombre d'entreprises est beaucoup plus stable : la croissance annuelle est de 0,2 %, soit 100 entreprises de plus sur l'ensemble de la région en huit ans.

Pour **l'entretien et réparation de**

**véhicules automobiles légers**, les taux de création (8,4 %) et de fermeture (6,2 %) sont proches de ceux du commerce de voitures et de véhicules automobiles légers, on observe donc le même renouvellement du tissu des entreprises avec un accroissement net du nombre d'entités. Entre 2001 et 2009, la progression reste faible : la croissance annuelle est de 1,1 %, soit une augmentation de 391 entreprises.

## Taux de création et de fermeture des entreprises en 2008

Secteurs d'activité	Nombre de créations d'entreprises	Taux de création d'entreprises	Nombre de fermetures d'entreprises	Taux de fermeture d'entreprises
45.11Z - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	475	8,5 %	351	6,3 %
45.20A - Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	384	8,4 %	284	6,2 %
45.40Z - Commerce et réparation de motocycles	85	9,1 %	57	6,1 %
<b>Toutes activités Ile-de-France</b>	<b>74 977</b>	<b>7,8 %</b>	<b>43 956</b>	<b>4,6 %</b>

Sources : INSEE Sirene 2008, Coface.

**Le commerce et la réparation de motocycles** apparaît comme le secteur le plus dynamique en termes de création d'entités. En effet, le taux de création (9,1 %) est le plus important et le taux de fermeture (6,1 %) le plus faible. En conséquence, on assiste à un accroissement du nombre des entreprises de ce secteur. De plus, le taux de croissance annuelle est de 3,0 % depuis 2001.

Bien que la filière automobile dans son ensemble ait été touchée par la crise à partir de septembre 2008, l'augmentation du nombre des défaillances et des cessations d'activité n'est véritablement visible que depuis 2009.

Quant aux créations d'entreprises, l'analyse des effets de la crise s'avère impossible en raison de la possibilité, depuis le 1er janvier

2008, d'opter pour le statut de l'auto-entrepreneur. Ainsi pour l'ensemble des trois secteurs étudiés, le nombre des créations d'entreprises a augmenté de 57,8 % entre 2008 et 2009 ; ce chiffre élevé ne traduit en rien une réalité économique, le résultat étant exclusivement lié au succès des auto-entreprises.

## Quelques éléments de méthodologie

### Champ de l'analyse

Le dispositif mis en place, de manière conjointe, par l'OCED et le CROCIS a trait aux TPE constituées en société et implantées en Île-de-France.

Une TPE est définie comme une entreprise de 0 à 19 salariés inclus réalisant, soit un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros, soit un total du bilan inférieur à 43 millions d'euros et "indépendante", c'est-à-dire n'ayant aucun actionnaire de type entreprise ou grande institution qui détienne 25 % ou plus du capital. Sont également exclues les entreprises dites " têtes de groupe ".

### Données exploitées

Le dispositif d'alerte s'appuie sur l'analyse des comptes annuels des sociétés - déposés auprès des greffes des tribunaux de commerce et publiés au BODACC - disponibles dans la base de données financières DIANE. Ainsi en juillet 2010, période à laquelle l'analyse a été menée, les comptes annuels de l'année 2008 étaient disponibles pour la grande majorité des entreprises recensées dans la base.

Tous les secteurs de la NAF sont concernés ; néanmoins, afin d'assurer une fiabilité suffisante des résultats, seuls les secteurs pour lesquels sont disponibles, dans la base de données, plus de 200 comptes annuels sont effectivement retenus.

### Indicateurs financiers « clés »

Quatorze indicateurs permettant de dresser un portrait financier des entreprises, ont été retenus. On peut les classer en sept rubriques :

Solvabilité à court terme : ratio de liquidité réduite

Charges : ratio (charges fixes / valeur ajoutée), ratio (salaires et charges sociales / valeur ajoutée)

Équilibre financier : fonds de roulement net global, ratio (fonds de roulement net global / total du bilan), trésorerie nette, ratio (trésorerie nette / total du bilan)

Charges financières : ratio (charges financières / excédent brut d'exploitation)

Structure financière : ratio (dettes à long et moyen terme / capitaux propres)

Rentabilité : Excédent brut d'exploitation, Résultat courant

Endettement : ratio (dettes totales / capitaux propres), ratio (dettes financières / capitaux propres), ratio (endettement net / CAF)

### Analyse

A partir de la matrice de données composée en lignes des secteurs d'activité (individus) et en colonnes des médianes des indicateurs "clés" (variables), une Analyse en Composantes Principales – ACP – a été effectuée. S'agissant d'une technique d'analyse synthétique des données collectées, elle permet de mettre en lumière les secteurs présentant des difficultés au regard d'un ou plusieurs critères.

## Pour en savoir plus

- L'Observatoire consulaire des entreprises en difficultés (OCED) a été créé, en 1994, en partenariat entre la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et les quatre Tribunaux de commerce de sa circonscription (Paris, Nanterre, Bobigny, Créteil). Il a ensuite accueilli deux nouveaux partenaires, la Ville de Paris et l'Ordre des experts-comptables Paris Ile-de-France. Il a pour mission d'observer la réalité des défaillances, de livrer, par l'intermédiaire de ses publications, l'information collectée ainsi que sa mise en perspective et de contribuer au développement des méthodes de prévention et de traitement des difficultés des entreprises.

La Lettre de l'Observatoire Consulaire des Entreprises en Difficultés n°35 - août 2010  
 Claudine ALEXANDRE-CASELLI, rédacteur en chef - calexandre-caselli@ccip.fr  
 www.oced.ccip.fr

- Le CROCIS, Centre régional d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France.  
 Retrouvez toutes les publications du CROCIS sur [www.crocis.ccip.fr](http://www.crocis.ccip.fr)  
 Yves BURFIN, chargé d'études - yburfin@ccip.fr

Directeur de la publication : Pierre TROUILLET  
 Directeur de la rédaction : Jean-Louis SCARINGELLA  
 Maquette et mise en page : Nathalie Pagnoux

Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source.  
 Dépôt légal : décembre 2010  
 ISSN : en cours



**Chambre de commerce  
 et d'industrie de Paris**